



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

**Unité Départementale
du Havre**
Équipe territoriale

Arrêté du 25 MARS 2022 portant prescriptions complémentaires à la société **PANHARD DÉVELOPPEMENT** relatives à l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque sur l'entrepôt situé sur les communes de **SANDOUVILLE** et **OULDALLE**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, R.181-46 et L.513-1 ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-001 du 18 février 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu les arrêtés préfectoraux réglementant et autorisant la société **PANHARD Développement** pour l'exploitation d'un entrepôt en dates du 17 juin 2019 et du 23 juillet 2021 ;
- Vu le dossier de porter à connaissance de la société **PANHARD Développement** déposé le 13 septembre 2021 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 mars 2022 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 23 mars 2022 ;
- Vu le courriel de l'exploitant du 23 mars 2022 indiquant ne pas avoir d'observation à présenter sur le projet d'arrêté préfectoral.

CONSIDÉRANT :

que la société **PANHARD DÉVELOPPEMENT** est autorisée à exploiter un entrepôt au sein de la plateforme logistique du Parc Logistique du Pont de Normandie 2, sur les territoires des communes de **SANDOUVILLE** et **OULDALLE** ;

que la demande présentée par la société **PANHARD DÉVELOPPEMENT** constitue une modification non substantielle mais qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 ;

qu'il y a lieu en conséquence, de faire application à l'encontre de la société **PANHARD DÉVELOPPEMENT** des dispositions prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement susvisé ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société dénommée PANHARD DÉVELOPPEMENT, dont le siège social est situé 10 rue Roquëpine - 75008 PARIS, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation d'un entrepôt logistique au sein de la plate-forme logistique du Parc Logistique du Pont de Normandie 2, sur le territoire des communes de SANDOUVILLE et OUDALLE.

Article 2 – Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 – Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairies de SANDOUVILLE et OUDALLE pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de SANDOUVILLE et OUDALLE font connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société PANHARD DEVELOPPEMENT.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du HAVRE, les maires de SANDOUVILLE et OUDALLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société dénommée PANHARD DEVELOPPEMENT.

Fait à ROUEN, le

25 MARS 2022

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation
la secrétaire générale,



Béatrice STEFFAN

PRESCRIPTIONS ANNEXÉES À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
en date du **25 MARS 2022**

PANHARD DEVELOPPEMENT

Parc logistique du pont de Normandie 2
SANDOUVILLE – OUDALLE

N° SIRET : 37810624900055

Article 1 : Description de l'installation

Les panneaux photovoltaïques sont installés en toiture du bâtiment et couvrent moins de 40 % de la surface du bâtiment.

La puissance de crête générée par les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est d'environ 7,5 mégawatt-crêtes (puissance électrique maximale pouvant être fournie dans des conditions standards).

Les modules photovoltaïques sont regroupés au sein de sous-ensembles de moins de 300 m² et dont les dimensions n'excèdent pas 30 m dans toutes les directions.

Chaque sous-ensemble est séparé d'un autre par des cheminements libres de tout organe, exception faite des câbles, qui possèdent une largeur de 0,90 m au minimum.

La périphérie de la toiture est laissée libre de tout organe, exception faite des câbles, sur une largeur de 0,90 m au minimum, et ce afin de garantir une bonne accessibilité aux équipements.

Un cheminement d'au moins 0,90 m de largeur, libre de tout organe, est aménagé autour des installations techniques positionnées en toiture (exutoires, moteurs de désenfumage, ventilations, etc.).

L'énergie est injectée au niveau d'un poste de livraison haute tension (HTA) dédié : un local préfabriqué intégrant le tableau HTA ainsi que les organes de comptage et de découplage de la centrale photovoltaïque sont installés en limite de propriété afin d'être accessibles aux intervenants du gestionnaire du réseau. Son positionnement définitif est validé par les services d'ENEDIS au moment de la demande de raccordement.

Article 2 : Conformité

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant, concernant l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté complémentaire et les réglementations autres en vigueur, notamment **la section V de l'arrêté ministériel du 04/10/2010** relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Dans les trois mois suivant la mise en service des équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque, l'exploitant transmet au Préfet une attestation de conformité aux dispositions :

- de la section V de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Cette attestation se présente sous forme d'un compte-rendu justifiant que l'ensemble des dispositions des deux arrêtés sus-nommés ont été visées. Elle peut être établie avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'un bureau d'étude.

Article 3 : Prescriptions complémentaires à l'arrêté ministériel du 04/10/2010

Article 3.1 Contrat de maintenance

Un contrat est signé avec une société de maintenance capable d'intervenir dans un délai 2 heures en cas de défaillance grave d'un panneau photovoltaïque pouvant entraîner un incendie ou en cas d'incendie du bâtiment.

Article 3.2

Un dispositif de coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est positionné de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifié par la mention : "Attention – Présence de deux sources de tension : 1- Réseau de distribution ; 2- Panneaux photovoltaïques" en lettres noires sur fond jaune.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence est situé au niveau d'un local situé au rez de chaussée du bâtiment et accessible depuis l'extérieur.